

Préfecture de la Haute-Garonne Commune de MIREMONT	Dossier n°DP03134522G0073
	arrêté de retrait à une déclaration préalable au nom de la commune de MIREMONT

Le Maire de MIREMONT,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article R.424-17 ;

Vu la déclaration préalable n°DP03134522G0073 ayant fait l'objet d'une décision de non opposition le 19/12/2022 ;

Vu la demande de retrait réceptionnée le 20/10/2023 par laquelle M. BOP Claude Laurent déclare ne pas donner suite au projet ;

Considérant que les travaux n'ont pas été réalisés et que la déclaration préalable était encore en cours de validité au moment de la réception de la demande de retrait ;

ARRÊTE

ARTICLE UNIQUE

La déclaration préalable n°DP03134522G0073 est **RETIRÉE**.

MIREMONT, le 06.11.2023

Le Maire,



Serge BAURENS

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

MENTION OBLIGATOIRE

Délai et voie de recours :

- Le (ou les) demandeur(s) peut saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.
- Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de cette décision dans les deux mois suivants qui suivent sa date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux par le portail internet Télérecours (www.telerecours.fr), par voie postale ou le déposer à l'accueil de la juridiction territorialement compétente.